



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION,
DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Paris, le 11 SEP. 2008

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire

à

Mesdames et Messieurs les Préfets
des départements frontaliers

Modèle NOR IMIM0800036C (liste des destinataires in fine)

Objet : Démantèlement des obstacles à la libre circulation aux frontières terrestres intérieures.

Refer. : Ma circulaire NOR IMIM0800036C du 5 août 2008 relative au franchissement des frontières intérieures terrestres de l'Espace Schengen.

La circulaire NOR IMIM0800036C en date du 5 août 2008 rappelle le principe de suppression des contrôles aux frontières intérieures de l'Espace Schengen prévu par l'article 20 du règlement N°562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 (code frontières Schengen), entré en vigueur le 13 octobre 2006, aux termes duquel « les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans que des vérifications aux frontières soient effectuées sur les personnes, quelle que soit leur nationalité. »

Pour permettre la pleine application de cette disposition, les obstacles gênant la fluidité du trafic aux points de passage routiers aux frontières avec d'autres Etats membres de l'espace de libre circulation doivent être supprimés, conformément à l'article 22 (1^{er} alinea) du code frontières Schengen. Je vous invite en conséquence à veiller à la mise en œuvre de cette obligation dans votre département, en vous assurant du démantèlement effectif des obstacles de nature à ralentir le trafic aux anciens points de passage frontaliers, qu'il s'agisse d'infrastructures (zones de rétrécissement de la chaussée, files de circulation dédiées matérialisées) ou d'équipements (ralentisseurs, feux de signalisation, panneaux de limitation de vitesse, barrières mobiles, guérites de contrôle) dont l'implantation n'est pas liée à des contraintes de sécurité routière.

S'agissant spécifiquement et plus généralement des infrastructures immobilières légères antérieurement dédiées aux missions de contrôle dont demeurent dotés certains axes (simples bureaux ou vigies), j'appelle votre attention sur les dispositions de l'article 22 (2^{ème} alinea) du code frontières Schengen qui précise que les Etats membres doivent être en mesure de fournir, le cas échéant, les moyens nécessaires pour effectuer les vérifications en cas de réintroduction temporaire des contrôles aux frontières. Ces dispositions doivent en effet vous amener à considérer que certains de ces équipements doivent être maintenus, en toute connaissance de cause, pour permettre aux services chargés des contrôles aux frontières d'assurer leur mission dans les conditions prévues par les articles 23 et suivants du code frontières Schengen.

Je vous demande de faire procéder pour votre département au recensement des installations concernées et de définir le calendrier des travaux effectifs de démantèlement. Vous voudrez bien m'en tenir informé dans les meilleurs délais, et en tout état de cause au plus tard le vendredi 26 septembre 2008.

Le directeur de Cabinet

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Michel Bart', written over a horizontal line.

Michel Bart